

## L'influence culturelle de la France dans le monde

*« Il y avait une fois la France. Elle vivait, elle pensait, elle agissait à travers les siècles. Il fallait que ce qu'elle vivait, ce qu'elle pensait et les actions qu'elle accomplissait fussent connues autant que possible de l'humanité entière. »*

Discours du général de Gaulle prononcé pour le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'Alliance française le 2 décembre 1958.

Ouvrage de référence : Guillaume Frantzwa, *L'Image de la puissance. La diplomatie culturelle de la France au XXe siècle*, Perrin.

Les premiers réseaux culturels modernes sont apparus à la fin du XIXe siècle, comme complément de la politique de « rayonnement » menée par les républicains pour conjurer les conséquences de la défaite de 1870-1871. Ils sont d'abord à mettre à l'actif d'initiatives privées, l'Etat ne développant des services spécialisés dans ce domaine qu'au lendemain de la Première Guerre mondiale (j'ai oublié de vous dire de mettre des majuscules quand vous parlez des guerres mondiales). L'Alliance française est ainsi créée en 1883 sous l'impulsion d'érudits et d'hommes d'affaires, mais son comité fondateur, présidé par Paul Cambon, comprend bon nombre d'hommes politiques et de diplomates, ayant à cœur de soutenir l'action de l'Etat dans un domaine où il n'intervient guère à cette époque. Sa mission est de propager la langue française dans le monde en créant des écoles, et de programmer des événements culturels. Un peu plus tard, en 1902, est fondée la Mission laïque française, qui s'attache à implanter un réseau de lycées français. Ces deux institutions relaient l'action de l'Alliance israélite universelle, fondée à Paris en 1860 sous l'impulsion notamment d'Adolphe Crémieux. Elle fonde de nombreuses écoles dispensant un enseignement en français afin d'émanciper les juifs du Bassin méditerranéen : la première de ces écoles ouvre au Maroc en 1862, mais elles sont surtout nombreuses dans l'Empire ottoman. En 1914, l'Alliance israélite universelle dispose d'un réseau de 184 écoles, réparties dans une quinzaine de pays et scolarisant plus de 40 000 élèves (en 1943, elle est présidée par le grand juriste René Cassin, qui avait rejoint la France libre). En ce domaine, l'Eglise catholique relaie également l'entreprise de la République coloniale, notamment en

Afrique, où le cardinal Lavigerie a fondé l'ordre missionnaire des Pères blancs. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, sur 6 500 prêtres missionnaires catholiques dans le monde, 4 500 sont des Français, auxquels il faut ajouter 2 600 frères enseignants et 10 000 religieuses. Le pavillon des missions catholiques reçoit ainsi un traitement de faveur lors de l'Exposition coloniale de 1931 : il est installé au centre de l'avenue des Colonies françaises, qui mène à la tour de 82 mètres de hauteur qui célèbre l'armée coloniale (le sabre et le goupillon se trouvent donc étroitement associés pour célébrer la mission civilisatrice de la France outre-mer). Le cardinal Verdier célébra un Te Deum le jour de la clôture de l'exposition, en déclarant : « Quel hommage a été rendu ici au génie colonisateur de notre chère France ». L'Alliance française put d'emblée disposer de subventions importantes du Quai d'Orsay, en vertu de l'argument selon lequel qui parle français pense français. Lors de l'Exposition universelle de 1900, son pavillon exposa une collection de devoirs rédigés par ses élèves aux quatre coins du monde.

Au début du siècle, la France se dote également d'un réseau d'instituts culturels à l'étranger, chargés à la fois de favoriser les échanges culturels et de dispenser des cours en langue française. Le premier est fondé en 1907 à Florence, sous l'impulsion de l'universitaire grenoblois Jean Luchaire. D'autres sont fondés à Athènes, Londres, Madrid et Saint-Petersbourg avant la guerre. Deux nouveaux instituts français sont établis en 1922 à Damas et en 1930 à Istanbul. Paul Claudel, alors ambassadeur de France au Japon, crée la Maison franco-japonaise en 1924, avec l'appui de l'homme d'affaires japonais Shibusawa Eiichi. Un autre établissement, l'Institut français du Japon, est fondé à Kyoto en 1936. Des instituts français sont établis dans les nouveaux Etats d'Europe centrale, à Prague en 1919, à Varsovie et Bucarest en 1924, à Vienne en 1926. Raymond Aron fut pensionnaire à l'institut français de Berlin en 1933. Sur le modèle de l'Académie de France à Rome, la Villa Médicis, la première Casa Velázquez est inaugurée à Madrid en 1929 pour héberger des artistes français (détruite ensuite pendant la guerre civile espagnole, la seconde fut construite en 1959).

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la France avait formé un premier réseau scientifique avec l'Ecole française d'Athènes (1846), l'Ecole française de Rome (1875), l'Institut français d'archéologie du Caire (1880) et l'Ecole française d'Extrême-Orient (1900). Relevant alors de l'Instruction publique, ces institutions étaient principalement destinées à financer les travaux des historiens et des archéologues français : la fouille du site de Delphes fut ainsi attribuée à la France pour une durée de 5 ans en 1887. En 1897, la France obtient l'exclusivité des fouilles en Perse et, en 1922, le même privilège pour une durée de trente ans en Afghanistan (la délégation archéologique française y maintient ses activités jusqu'en 1982, date de l'avènement du régime des talibans). Après la mise au point de la vaccination antirabique, l'Institut Pasteur, créé sous la forme d'une fondation internationale en 1888, essaïma à

l'étranger, principalement dans les colonies françaises, afin d'encourager les recherches sur les maladies infectieuses. En 1895, Alexandre Yersin fonde ainsi l'Institut Pasteur de Nha Trang, en Indochine, où il met au point le sérum contre la peste, dont il avait découvert le bacille responsable. Directeur de l'Institut Pasteur de Tunis de 1903 à 1936, Charles Nicolle reçoit le prix Nobel de médecine en 1928 pour ses travaux sur la propagation et la prévention du typhus (une dizaine de chercheurs formés par l'Institut Pasteur ont reçu ce prix au XXe siècle).

En 1920, le ministère des Affaires étrangères se dote d'un Service des œuvres, hérité de l'action de propagande menée durant la guerre en direction de l'étranger, et dirigé par l'écrivain Jean Giraudoux de 1921 à 1924. A partir de 1922, ce service lança une grande campagne d'information pour évaluer la présence française dans le monde. C'est la première incursion du Quai d'Orsay dans le domaine culturel, à une époque où il n'existe pas encore de politique culturelle en tant que telle. Le Service des œuvres accueille la première femme diplomate reçue au concours du Quai d'Orsay, Suzanne Borel, chargée notamment de commission du cinéma, instituée en 1938. Les moyens mis à la disposition de ce service ministériel sont cependant limités et c'est encore sous la forme d'une association de droit privé qu'est créée l'Action française d'action artistique (AFAA) en 1922. Son rôle est de soutenir les projets favorisant la diffusion de la culture française à l'étranger, en s'appuyant sur le réseau existant des instituts français et de l'Alliance française. L'AFAA organise ainsi, par exemple, une grande tournée internationale de la Comédie-Française en 1931, ainsi que de grandes expositions d'art moderne, en Europe centrale notamment. A la demande du gouvernement, Alfred Cortot, réputé pour être le plus grand pianiste de son temps, est invité à accompagner la signature de grands traités internationaux dans les années 1930. En 1918, il avait fondé l'Ecole normale de la musique, pour attirer les talents étrangers et concurrencer l'Allemagne. Son école reçoit l'appui des ministères de l'Instruction publique et des Affaires étrangères en 1927.

La France encourage la coopération culturelle dans le cadre de la Société des Nations, dont l'Institut de coopération culturelle est hébergé à Paris, où siègent des académiciens comme Paul Valéry et Henri Bergson, des universitaires comme Marie Curie, la journaliste Louise Weiss, directrice du journal *L'Europe nouvelle*, l'écrivain Roger Martin du Gard et l'administrateur général de la Bibliothèque nationale Julien Cain.

Pour contrer l'instrumentalisation politique de la Mostra de Venise par le régime mussolinien, en 1928, boycottée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, le gouvernement français décide la création d'un festival du cinéma à Cannes, dont il confie la préparation à Philippe Erlanger, le directeur de l'AFAA. La première édition était prévue pour le 1<sup>er</sup> septembre 1939 et dut être annulée à cause de la guerre.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la diplomatie culturelle vise à restaurer le prestige de la France, sérieusement entamé par la défaite de 1940 et la collaboration du régime de Vichy (qui prit aussi la forme de voyages d'artistes français en Allemagne ou de manifestations culturelles allemandes en France). Le Service des œuvres devient en 1945 la Direction générale des relations culturelles et dispose désormais de 43 agents, cinq fois plus qu'avant la guerre (175 en 1970). Est également instituée une Association pour la diffusion de la pensée française, chargée d'encourager la diffusion des livres en français à l'étranger. Créée en 1948, la Commission nationale du livre français à l'étranger relève alors que l'exportation de livres français a chuté de 50% par rapport à l'avant-guerre. Si Paris perd alors son rang de capitale culturelle de l'art contemporain au profit de New York, elle héberge à partir de novembre 1945 la nouvelle Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). A partir de 1949, un conseiller culturel est nommé dans chaque ambassade pour coordonner toutes les actions culturelles, publiques ou privées, dans son pays d'affectation. En novembre 1946, le gouvernement français organise une grande exposition à New York, *France Comes Back*, présentant les projets de reconstruction des villes françaises dévastées. Les instituts français à l'étranger sont remis en état, comme celui d'Athènes, qui, en 1952, s'adjoint une nouvelle aile pour héberger le lycée français. La Comédie-Française et l'Opéra de Paris sont de nouveau sollicités pour accomplir de grandes tournées internationales, notamment aux Etats-Unis (où le service culturel de l'ambassade s'est délocalisé en 1952 à New York, qui s'impose alors comme la nouvelle capitale culturelle mondiale) et en Amérique latine (où l'Alliance française implante, par exemple, 17 nouveaux établissements au Mexique de 1955 à 1984).

Le déclenchement de la guerre froide compromet toutefois les relations culturelles établies de longue date avec les pays communistes. Lors du blocus de Berlin, en 1949, les autorités de Bucarest ordonnent la fermeture de l'institut français, accusé d'espionnage, et le départ du personnel français (parmi lequel figurait Roland Barthes). Il n'a pu rouvrir qu'en 1969, à l'époque des voyages accomplis par le général de Gaulle dans les pays du bloc soviétique (dont la Roumanie en 1968). En 1958, l'Opéra de Paris se produit à Moscou (avec une dérogation spéciale pour le maître de ballet Serge Lifar, d'origine ukrainienne, qui avait fuit la Russie en 1921). En retour, la troupe du Bolchoï accomplit une tournée en France en 1961, qui donne lieu à l'incident diplomatique provoqué par la défection du danseur étoile Rudolf Noureev, qui demande l'asile en France (avec interdiction de se produire à Paris jusqu'en 1967). Les représentations de l'Opéra sont conçues comme des vitrines de la culture française : lors de la tournée organisée en URSS en 1969-1970, sa troupe propose une adaptation de *Notre-Dame de Paris* réalisée par Roland Petit, sur une musique de Maurice Jarre (le père de Jean-Michel, qui s'installe ensuite en Californie et obtient trois Oscars, notamment pour la

musique de *Lawrence d'Arabie*, en 1963, et du *Docteur Jivago* en 1965), des costumes dessinés par Yves Saint-Laurent et des décors construits sur mesure pour le théâtre du Bolchoï.

Détruit pendant la guerre, l'institut français de Berlin, qui devient la Maison de France, est reconstruit en 1950, implanté désormais sur le Kurfürstendamm. Il est endommagé en 1983 par un attentat perpétré par le terroriste vénézuélien « Carlos », avec le soutien logistique de la RDA. Parallèlement à la réparation de ce bâtiment, un second centre culturel français est ouvert à Berlin-Est, sur l'avenue Unter den Linden. La coexistence de ces deux établissements témoigne de l'ambiguïté de la diplomatie française envers les deux Allemagnes. Les deux établissements ont fusionné après la réunification allemande, en 1990.

A la fin du XXe siècle, la France tente de relancer ses activités culturelles en Chine populaire, que le général de Gaulle a été le premier à reconnaître en Occident et où le président Pompidou est le premier chef d'Etat occidental à se rendre en visite officielle en 1973. Mais les enclaves de Hong Kong, sous tutelle britannique jusqu'en 1997, et de Macao, sous tutelle portugaise jusqu'en 1999, sont les deux seules villes chinoises où l'Alliance française a pu s'établir, respectivement en 1953 et 1987. Ce n'est qu'après 1989 que l'ouverture de la Chine a permis à l'Alliance d'ouvrir 14 antennes sur le territoire chinois (entre 1989 et 2019), ainsi qu'un centre culturel français, le premier institut officiel étranger autorisé depuis la naissance du régime maoïste.

Mais naturellement, les efforts de France se sont surtout attachés à maintenir la présence française face à l'influence croissante de la culture anglo-saxonne, dans le monde comme sur son propre sol. Dès les années 1940, le gouvernement français a cherché à faire prévaloir la notion d'exception culturelle, bien avant que cette expression ne soit inventée en 1993 dans le cadre de l'union européenne. En mai 1946, les accords Blum-Byrnes prévoient qu'en échange des prêts consentis par les Etats-Unis, la France supprime les quotas limitant la diffusion de films américains, dans la limite de quatre semaines sur treize réservées aux films français. Ces accords sont révisés en 1948 par une déclaration bilatérale augmentant la part de la projection des films français à cinq semaines par trimestre. Parallèlement, la France encourage le financement de la production française par le canal du Centre national de la Cinématographie (CNC), créé en octobre 1946 (devenu le Centre national du cinéma et de l'image en 2009), un financement qui prend la forme d'une avance sur recettes grâce au prélèvement de taxes perçues sur l'ensemble des recettes, y compris celles des films américains projetés en France (d'où les récriminations des Etats-Unis jusqu'à aujourd'hui). En dépit de l'importance prise par la diffusion de films américains en France, la part des films français sur le marché national s'est maintenue à 35%, ce qui est une exception en Europe (grâce aussi au maintien d'un réseau de 4 500 salles diversifiées). Le bilan est plus contrasté en ce qui concerne la place du

**cinéma français dans le monde**. Créée en 1949, UniFrance Films, financée par le CNC et le ministère des Affaires étrangères, a été chargée de la promotion du cinéma français à l'étranger. A la fin du XXe siècle, le cinéma français exporte les deux tiers de sa production, ce qui le classe au 2<sup>e</sup> rang mondial : mais il ne représente que 2 à 3% du marché mondial, très loin derrière les Etats-Unis (plus de 85% ; mais c'est l'Inde qui est le plus gros producteur mondial, avec plus d'un millier de films produits chaque année). **Le succès mondial des cinéastes de la Nouvelle Vague ou les fastes du festival de Cannes sont donc l'arbre qui cache la forêt. Le bilan est plus défavorable encore dans le secteur de la création musicale** : la dernière victoire française au concours de l'Eurovision, institué en 1956, date de **1977 avec *l'Oiseau et l'Enfant* interprété par Marie Myriam**.

**C'est sur le continent africain que la présence culturelle de la France dans le monde est la plus marquée. Avant les indépendances, l'Alliance française y était cependant bien moins active qu'en Amérique latine et peu d'instituts français y ont été implantés avant 1980.** La coopération culturelle s'est donc avant tout construite dans le cadre des relations entre le gouvernement français et les chefs d'Etat africains. Cette coopération a été imaginée dès 1955 par Léopold Sédar Senghor, alors secrétaire d'Etat dans le cabinet d'Edgar Faure, mais c'est surtout à partir des années 1960 qu'elle prend forme, dans le cadre des relations que la France a souhaité établir avec ses anciennes colonies africaines. **Dès sa création, le ministère de la Coopération déploie l'essentiel de ses activités vers l'Afrique : signe des temps, il a été supprimé en 1999, comme symbole de rupture avec la « Françafrique ».** L'organe principal de la francophonie a été longtemps l'Agence de coopération culturelle et technique créée par A Malraux en 1969. **Le premier sommet de la Francophonie s'est tenu à Versailles en 1986, date à laquelle a également été institué un ministère de la Francophonie.** Un sommet de la Francophonie est désormais organisé tous les deux ans. Parmi les missions attribuées à la francophonie, non seulement la **défense de la langue française et de la diversité culturelle, mais aussi la promotion de la paix et des droits de l'homme, l'appui à l'éducation et à la recherche et le développement durable.** Fondée en 1961, l'Agence universitaire de la francophonie est chargée d'encourager les études françaises supérieures dans les pays membres. Depuis **1984, la chaîne TV5 Monde émet en français à destination du grand public.** Créée en 1989, Canal France international est une banque de programmes destinés aux TV africaines et arabes. La SOFIRAD, Société financière de radiodiffusion, contrôle plusieurs radios sur le sol africain, comme Africa n°1, qui couvre l'Afrique noire depuis le Gabon, ou MED 1, qui couvre le Maghreb depuis Tanger. Comme dans les autres secteurs de la coopération, **la francophonie a toutefois souffert de l'appui apporté par la France aux régimes dictatoriaux africains, sans parler des séquelles mémorielles encore mal refermées de l'histoire coloniale (ce n'est qu'au-delà de notre programme que sont envisagées les restitutions**

d'œuvres d'art africain par exemple). La francophonie n'a guère été en mesure toutefois d'enrayer le recul du français devant la langue anglaise : l'anglais est plus que jamais la *lingua franca* de la mondialisation, alors que le français souffre de son identification à une langue de culture. En 2012, le siège de l'Union africaine, institué en 2002, a été construit par la Chine.

Au-delà de la francophonie, la France a continué d'être très active au sein des instances internationales, l'Unesco en particulier. Le sauvetage des temples de Nubie (dont celui d'Abu Simbel), menacés d'être engloutis par la construction du second barrage d'Assouan, a été pour la France le moyen de retrouver un peu de la crédibilité perdue depuis la désastreuse expédition de Suez en 1956 : réalisé sous l'égide de l'Unesco, le projet de sauvetage a été défendu par la conservatrice du Louvre Christiane Desroches-Noblecourt. En remerciement de l'action conduite par la France, l'Égypte lui offre en 1972 le fameux buste du pharaon Akhenaton, exposé au Louvre. Une grande exposition Ramsès II est organisée au Grand Palais en 1976, dont le clou est la momie du pharaon, qui se refait une beauté pour l'occasion dans les laboratoires spécialisés français (pour la débarrasser d'un champignon...). La France trouve également auprès de l'Unesco le moyen de valoriser son patrimoine au regard du monde entier : en l'an 2000, 29 sites français sont inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, institué à partir de 1979 (les premiers : Vézelay, la cathédrale de Chartres, le Mont-Saint-Michel et le château de Versailles).

La France se voulant l'apôtre du multilatéralisme dans les relations internationales, c'est aussi par la promotion des cultures étrangères, et non plus seulement la française, qu'elle a cherché dans la période récente à préserver son influence dans le monde. Emblématique est à cet égard le choix de l'architecte américain d'origine chinoise Ieoh Ming Pei pour édifier la pyramide du Louvre. En 1983, le ministre de la Culture Jack Lang rebaptise le Théâtre de l'Odéon, qui devient le « Théâtre de l'Europe », pour y diffuser le théâtre étranger six mois par an. En application de l'accord conclu en 1980 entre la France et 19 pays de la Ligue arabe, Jean Nouvel est chargé de la construction de l'Institut du monde arabe, inauguré par François Mitterrand en 1987.

A la fin du XXe siècle, les nouveaux défis de la mondialisation imposent à la diplomatie culturelle de se réinventer. En 2009, l'ancienne direction culturelle du Quai d'Orsay a d'ailleurs été rebaptisée Direction générale de la mondialisation. Comme en économie finalement, la France a conservé son rang de puissance mondiale, le quatrième, soit le même rang qu'au début du siècle, si l'on prend par exemple celui des nations les plus « nobélisées ». Elle a même conservé le premier rang en ce qui concerne l'attribution du prix Nobel de littérature, avec 14 lauréats à ce jour depuis Sully Prudhomme en 1901 (le dernier, Annie Ernaux en 2022). 62 prix Nobel (47 de 1901 à 1995)



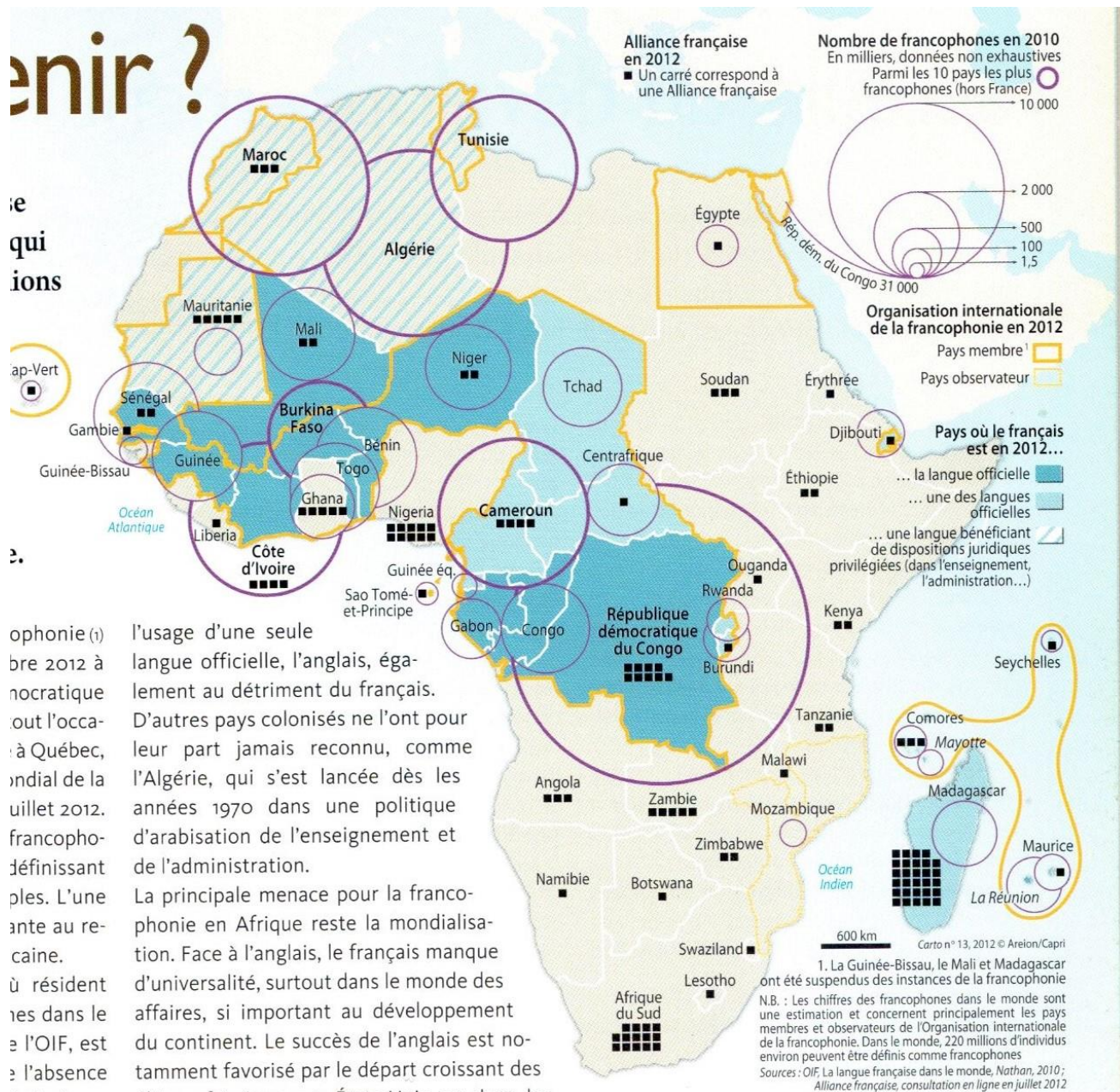
ont été décernés à des Français ou à des Françaises (Marie Curie en a reçu deux), pour 376 à des Américains, 113 à des Britanniques et 83 à des Allemands.

En 2017, la France a même accédé pour la première fois au 1<sup>er</sup> rang du classement « Soft Power 30 », établi par le groupe de conseil Portland Communications, ce qui en fait, sur le papier, la nation « la plus influente du monde » (mais elle n'était encore qu'au 5<sup>e</sup> l'année précédente...). Ce classement est établi en fonction de plusieurs critères caractérisant le *soft power* d'un Etat, comme le jugement de l'opinion internationale sur le pays, son réseau diplomatique, l'influence dans le domaine du numérique ou la perception de l'accueil touristique exprimée par les étrangers. **La France dispose aujourd'hui (mais c'était *a fortiori* le cas à la fin du XXe siècle, car depuis, la Chine a comblé une grande partie de son retard avec les instituts Confucius) du premier réseau mondial en matière culturelle.** Il repose entre autres sur 137 services de coopération et d'action culturelle, 93 instituts français, 27 instituts de recherche à l'étranger (IFRE), 162 missions archéologiques françaises dans 78 pays, 424 Alliances françaises, 566 établissements scolaires dans 138 pays. Le réseau diplomatique français arrive quant à lui en 3<sup>e</sup> position, derrière les Etats-Unis et la Chine, avec 270 ambassades et consulats.

Voici la conclusion proposée par Guillaume Franztwa, qui incite à l'optimisme (exagéré ?) si l'on s'en tient à rester à la fin de notre programme : « **Parler d'un déclin, comme certains ont pu se plaire à le faire au sujet de la diplomatie française, est donc très exagéré et traduit bien plutôt une méconnaissance des structures à l'étranger : largement ignorées de la population française, les institutions culturelles de la France à l'étranger forment pourtant l'un des plus importants réseaux mis en place par un pays dans toute l'histoire de la planète.** Aucun chiffre exhaustif n'est disponible, mais le public touché se compte en centaines de milliers de personnes, peut-être même en millions. Rien que le nombre d'élèves inscrits dans les écoles françaises est éloquent, puisqu'il atteint en 2023 390 000 enfants et adolescents... La France est la seule puissance à avoir une telle audience dans le monde ». Précisons quand même que son ouvrage a été co-édité par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères et qu'il est préfacé par l'ancienne ministre Catherine Colonna. Mais après tout, l'histoire n'est-elle pas aussi une dimension importante du *soft power* ?!

Daniel HENRI (ne pas diffuser en dehors de la classe SVP).





## La présence culturelle de la France en Afrique

50% des 220 millions de francophones dans le monde résident en Afrique. Héritage de la colonisation, l'usage du français s'est maintenu comme *lingua franca* dans des pays multiethniques. Le français est ainsi la langue officielle dans 11 Etats africains et co-officiel dans 10 autres (avec l'anglais au Rwanda par exemple). Seule l'Algérie a cherché à rompre avec cet héritage colonial en optant pour une politique volontariste d'arabisation (y compris en direction des populations berbérophones nombreuses en Kabylie). 128 établissements, répartis dans 37 pays, enseignent le français à plus de 80 000 élèves (chiffres de 2011).

Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, le français est de plus en plus concurrencé par l'anglais, du fait de l'accélération de la mondialisation et de la part croissante des élites africaines formées dans les universités anglo-saxonnes.





(1977-1978), Djibouti (1976-77), Zaïre (1977-78, pour éviter la sécession du Katanga dans la région de Kolwezi), Rwanda (opération Turquoise, en 1994, qui n'a pas su prévenir le génocide des Tutsis).